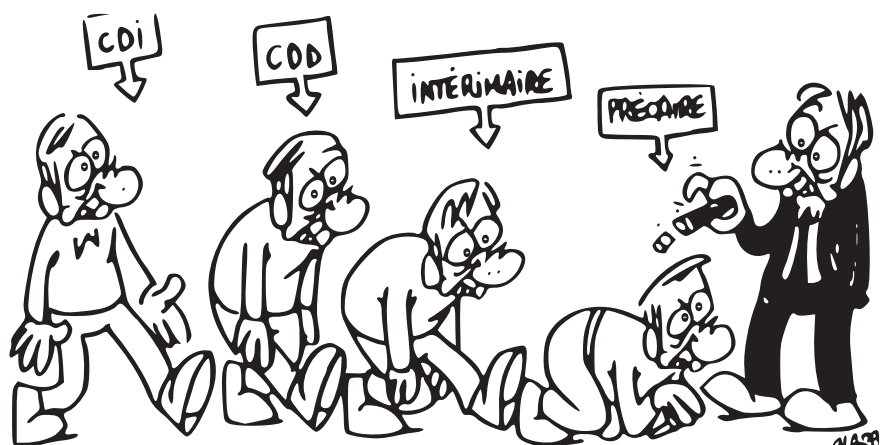


CASSE DES ACQUIS SOCIAUX, PRÉCARITÉ, ÉTAT D'URGENCE LIBERTICIDE, RACISME D'ÉTAT...

STOP ! CETTE SOCIÉTÉ-LÀ,

ON N'EN VEUT PAS !

Le gouvernement tente cyniquement de profiter du choc provoqué par les abjects attentats terroristes de novembre à Paris pour aggraver brutalement sa politique de régression sociale et démocratique. Y compris pour justifier sa fermeture des frontières aux réfugiés fuyant la mort, sa chasse aux migrants et ses aventures militaires sanglantes aux quatre coins de la planète.



Une politique au service du Medef et de la finance qui demandent toujours plus de mesures rétrogrades pour faire toujours plus de profits. Toujours plus de chômage et de précarité. Toujours plus de salaires et de retraites de misère. Toujours plus de grands projets inutiles imposés qui détruisent l'environnement pour engraisser les Vinci et autres grands groupes capitalistes. Toujours plus de racisme stigmatisant les «musulmans» pour diviser les classes populaires. Toujours plus d'atteintes aux libertés et droits démocratiques et de répression contre celles et ceux qui, zadistes, grévistes ou syndicalistes, résistent. Y compris des peines de prison comme pour les 8 de Goodyear qui luttaient pour leur emploi.

Le gouvernement PS-Medef ne nous fera pas taire !

Aujourd'hui, une forte vague de résistance - aussi bien des salariéEs que des jeunes qui refusent d'être sous-payés et précarisés à vie - l'oblige à reporter de 15 jours le passage de la présentation en Conseil des ministres du projet de loi El Khomri détruisant le Code du travail.

Une attaque sans précédent contre le monde du travail et la jeunesse.

Les mobilisations du 9 mars, dans la rue et par la grève, sont un premier pas pour arracher le retrait complet de ce projet, qui n'est ni amendable ni négociable, et **donner un coup d'arrêt à la politique antisociale et antidémocratique du gouvernement.**

Non à la casse du droit du travail ! Retrait du projet El Khomri !

Le patronat et la droite en rêvaient. Hollande l'a fait! Une loi faisant table rase de plus d'un siècle de droits des salariéEs, conquis de haute lutte. Avec cette contre-réforme, le Code du travail, jusque-là censé protéger les salariéEs, placera désormais sur un plan d'égalité les libertés fondamentales des salariéEs et le « bon fonctionnement de l'entreprise».

Au menu de cette loi: Augmentation du temps de travail, y compris pour les apprentis (ce qui aggraverait le chômage); baisse de rémunération et même non-paiement des heures supplémentaires; facilitation des licenciements; etc. Et, pour achever le tableau de la casse, la possibilité, dans les

entreprises où le rapport de force est défavorable aux salariéEs, d'accords à la baisse par rapport aux accords de branche et au Code du Travail relooké... En bref, il s'agit d'un droit du travail où la règle est la liberté pour les patrons d'imposer leurs volontés, les salariéEs étant «libres» de leurs choix... avec un revolver sur la tempe et des syndicats mis hors-jeu! Le «bon fonctionnement de l'entreprise (capitaliste)», c'est la réalisation du maximum de profit au détriment des conditions de vie et de travail des salariéEs !

Toutes et tous ensemble, mobilisons-nous !

FAISONS CONVERGER NOS COLÈRES ET NOS LUTTES !

Pour faire passer sa loi contestée, le gouvernement a menacé de recourir à la procédure antidémocratique du 49-3. La même logique antidémocratique qui - de l'état d'urgence (instaurant une société où

règne de l'arbitraire) à la répression des mouvements sociaux - vise à donner tous les moyens au pouvoir pour appliquer sa politique au service d'une infime minorité de riches et de puissants.

Et il est particulièrement inquiétant de voir un gouvernement qui se dit encore «de gauche» reprendre à son compte des propositions réactionnaires du FN, comme la déchéance de la nationalité ou le renforcement des pouvoirs de la police. Contre cette société d'état d'urgence de plus en plus répressive pour imposer une régression sociale sans précédent, il est urgent de nous dresser touTEs ensemble et de faire converger nos luttes contre tous les méfaits du capitalisme.

CONTRE L'ÉTAT D'URGENCE, NOS URGENCES : SOCIALES, ÉCOLOGIQUES ET DÉMOCRATIQUES !

Alors que la droite revancharde et l'extrême droite sont dangereusement en embuscade, cher-

chant à profiter du désaveu grandissant à l'égard de Hollande, il est urgent qu'à gauche se constitue une alternative, totalement indépendante du PS et opposée à sa politique. Une alternative qui représente vraiment les classes populaires, leurs exigences et leurs mobilisations et qui lutte pour une répartition égalitaire des richesses.

Pour une autre société qui, en rompant avec le capitalisme destructeur, répondra aux besoins de la grande majorité: un emploi et un revenu permettant à touTEs de vivre correctement; l'égalité des droits pour touTEs (y compris pour les migrants); la transition énergétique...

Une société dans laquelle les classes populaires prendront leurs affaires en main à tous les niveaux et dont les seules urgences seront les urgences sociales, écologiques et démocratiques.



**TOUTES ET TOUS ENSEMBLE
POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI EL KHOMRI !**

Mercredi 9 mars à Perpignan

10h Place de Catalogne

11h30 Devant la Préfecture (à l'appel des syndicats CGT, FSU, FO, Solidaires, CFTC, UNL)



NON à l'ÉTAT d'URGENCE ! NON à la DÉCHÉANCE DE NATIONALITÉ !

A l'appel unitaire de l'Observatoire pour le respect des droits et libertés

MANIFESTATION

Samedi 12 mars à PERPIGNAN à 15 h

Place de la Victoire au pied du Castillet

Pour défendre nos libertés, le vivre ensemble, la justice sociale, l'égalité pour tous, la paix et la démocratie ! Contre le racisme ! Contre la guerre !